

Il y a trop longtemps que la machine parlementaire est dominée par les technocrates. Il est temps que nos dirigeants politiques adoptent un style nouveau, basé sur une ouverture morale plus grande. Pour cela, il faut que les députés expriment leur avis sur les problèmes moraux essentiels à la Chambre des communes. Il ne faut pas se contenter d'apporter une solution aux problèmes qui se posent dans l'immédiat; encore faut-il formuler des orientations pour notre avenir. A regarder autour de nous, nous constatons que, de plus en plus, la dignité de l'homme et ses droits les plus fondamentaux sont menacés. Il nous faut des voix prophétiques, et le Parlement serait une tribune idéale.

A mon avis, il serait constructif de mettre un comité spécial de la Chambre à l'écoute des besoins du Canada, que je viens d'exposer dans les grandes lignes. Je signale que je ne suis pas le seul de cet avis. Le 11 février, le ministre des Finances (M. Macdonald) a proposé la création d'un comité spécial qui aurait pour mandat d'étudier le document de travail du gouvernement intitulé «La voie à suivre» et d'en faire rapport. Mais le comité auquel je songe ferait plus qu'étudier notre avenir économique. Nous devrions nous préoccuper, je le répète, d'autres aspects de la société qui, entremêlés, font partie de la trame même du Canada. C'est toute la gamme des facteurs économiques, sociaux, scientifiques et constitutionnels qui doit être examinée.

● (1710)

Selon le Conseil des sciences, il faudrait aussi établir un mécanisme pour permettre au public de contribuer aux politiques d'intérêt public, pour garantir que «l'intérêt public» soit représenté dans la prise des décisions du gouvernement et pour permettre à notre société pluraliste d'en arriver à un consensus. En outre, le sénateur Maurice Lamontagne préconise l'établissement d'un organisme distinct du gouvernement appelé Horizons Canada pour stimuler la discussion sur l'avenir du Canada. Mais pourquoi établir un nouvel organisme? Pourquoi le Parlement ne peut-il pas remplir ce rôle en établissant un comité spécial?

Le député de Windsor-Ouest (M. Gray) a affirmé qu'à son avis, la définition des choix et des objectifs que le Canada doit adopter pendant la période après la suppression des contrôles ne devrait certainement pas être confiée uniquement à un groupe de planification travaillant dans le secret au sein du gouvernement. Il a proposé d'établir un comité parlementaire spécial sur les objectifs nationaux. Il importe de noter que, d'après le député, ce comité ne devrait pas étudier uniquement des questions économiques. Il signale que le comité devrait se pencher sur la question de savoir si la politique du pays devrait insister sur l'expansion économique ou plutôt sur l'amélioration de la qualité de la vie.

C'est à peu près l'avis du groupe Gamma de Montréal, qui est financé par le gouvernement fédéral pour étudier le concept d'une société économe. Dans son rapport définitif, le groupe formule quatre principales recommandations. La première demande qu'un débat public soit entamé pour obtenir la réaction de divers groupes de pression au sujet de l'opportunité de cette nouvelle société économe. Cela ne devrait pas s'adresser seulement à ceux qui se sont organisés en groupes de pression. Il faudrait aussi charger un comité parlementaire d'examiner la question.

### *Développement économique et social*

Dans «The Way Ahead for Canada», qui est sous-titré «Paperback Referendum», l'éditeur, Robert Logan, a mis au point une nouvelle méthode pour permettre au public de contribuer à la politique gouvernementale. Il invite les lecteurs à remplir un questionnaire au verso de l'ouvrage et à l'expédier au cabinet du premier ministre. M. Logan estime qu'il est important que tous puissent contribuer aux politiques futures et il considère ce sondage unique en son genre comme un premier pas en ce sens. Il est assez significatif que le questionnaire soit d'une portée plus vaste que le document de travail du gouvernement et que M. Logan veuille que le Parlement joue un rôle important pour déterminer ce que les Canadiens veulent comme avenir.

En demandant aux députés d'appuyer ma motion, je dirai que le livre du Pr Logan leur fournit bien des raisons de le faire. Voici quelques citations, la première du futurologue Alvin Toffler qui déclare:

Si nous ne pouvons pas réassocier les citoyens au système décisionnel politique, si nous ne pouvons pas créer de nombreuses voies de communication nouvelles entre la population et les gouvernements, nous ne pourrions pas résoudre nos problèmes économiques et sociaux. Car, ce qui compte encore plus que les programmes gouvernementaux, c'est la façon dont on les élabore.

La suivante est du député de Don Valley (M. Gillies) qui dit:

Si les politiques économiques canadiennes ont été plutôt médiocres ces dernières années, c'est parce qu'elles ont été prises en vase clos. Les hauts fonctionnaires du ministère des Finances et de la Banque du Canada établissent les orientations politiques de la nation. Les résultats ont démontré que ce système n'était pas satisfaisant. La politique économique est tellement importante qu'elle devrait faire l'objet d'un débat public au lieu d'être formulée en secret.

La troisième est de Bruce McLeod, ancien modérateur de l'Église Unie du Canada:

S'il est important que les Québécois choisissent leur destin et ne deviennent pas des Albertains ou vice versa, on peut prétendre que sans les conflits et les désaccords qui peuvent exister entre les deux groupes, ni l'un ni l'autre ne pourrait vraiment se comprendre lui-même en cette fin du XX<sup>e</sup> siècle. Les structures qui nous divisent et nous tiennent à l'écart de ceux qui pensent et agissent différemment de nous n'assurent pas nécessairement notre croissance, sans parler de notre participation à l'édification du monde qui est le nôtre. Il nous faut un modèle de fédéralisme où l'on accepte et protège la diversité, tout en supprimant les obstacles entre chaque clan et en déclarant l'unité nationale.

Je conviens avec le Pr Logan qu'il vaut mieux laisser les décisions aux représentants élus, mais que notre régime gouvernemental actuel serait nettement amélioré si la population pouvait y participer davantage.

Monsieur l'Orateur, je voudrais maintenant évoquer brièvement certains des points qui me préoccupent le plus concernant la prochaine décennie et vous dire pourquoi je suis peu disposé à laisser formuler cette politique uniquement en fonction d'idées étroites, même si elles sont extrêmement bien étayées. Je prendrai pour premier exemple l'immigration. Il est certain que le débat sur l'immigration, qui se poursuit d'ailleurs, reflète fort bien la diversité des opinions qui existent chez les Canadiens et que révèlent les délibérations du comité permanent du travail, de la main-d'œuvre et de l'immigration. Ce qui m'inquiète, c'est qu'au niveau de la formulation de cette politique, on puisse accorder une importance excessive à certains organismes particuliers tels que, par exemple, le Conseil des sciences du Canada, qui recommande ouvertement pour le Canada de demain une population restreinte et une technologie avancée sans pour autant préconiser le redressement des disparités actuelles entre les différents pays du globe ou entre les différentes régions du Canada.